

Publié le 1^{er} avril 2016

L'arrière-plan des présidentielles de 2016 aux États-Unis

«Il y aujourd'hui sur la terre deux grands peuples qui, partis de points différents, semblent s'avancer vers le même but : ce sont les Russes et les Anglo-américains (...). L'un a pour principale moyen d'action la liberté ; l'autre, la servitude. Leur point de départ est différent, leurs voies sont diverses : néanmoins, chacun d'entre eux semble appelé par un dessein secret de la Providence à tenir un jour dans ses mains les destinées de la moitié du monde.»

Les lignes qui précèdent sont extraites de la dernière page de *La démocratie en Amérique* d'Alexis de Tocqueville publiée en 1835. L'Union américaine était alors constituée de 24 États et ne comptait que 13 millions d'habitants. La «célèbre» prophétie de Tocqueville sur le partage du monde entre les États-Unis et la Russie s'est très exactement réalisée de 1945 à 1991. Car l'effort conjoint de l'URSS et des États-Unis aura été essentiel pour venir à bout en 1945 de la barbarie nazie. Cependant, les États-Unis, lors de la guerre froide qu'ils ont vécue ensuite avec le totalitarisme soviétique, en ont finalement triomphé au moment de l'effondrement de l'URSS en 1991.

La république américaine connut vraisemblablement à ce moment-là l'apogée de sa grandeur.

Par contre, les débuts de la campagne pour l'élection présidentielle de novembre 2016 défont l'image des États-Unis qui s'imposaient il y a encore 25 ans. Des voix s'élèvent de partout dans le monde pour constater une sorte de grande «fêlure». L'écrivain Denise Bombardier résume ces voix de la manière suivante dans *Le Journal de Montréal* du 28 Mars :

Les débuts de la campagne présidentielle de novembre 2016 défont l'image de grandeur de l'Amérique

«Comment expliquer la fulgurante montée de Donald Trump en route vers la direction du Parti Républicain ?

Comment expliquer que ce promoteur immobilier vulgaire, brutal, profondément inculte dont l'apparence physique trahit l'âme, pour parler comme aux temps anciens, ait réussi à faire monter des caniveaux une pareille pourriture idéologique ?

Comment expliquer que ce puissant pays démocratique de 320 millions d'habitants, où vit une grande partie de la matière grise de la planète, doté d'universités où se forment les élites, qui a le talent de diffuser sa culture à travers le monde, qui a vu naître de grands hommes politiques tels que George Washington, Abraham Lincoln et Franklin Delano Roosevelt, qui a élu un président noir, n'attire que les candidat comme Trump ou Cruz le fondamentaliste religieux ?»¹

1 - Voir dans [Le journal de Montréal](#).

Quelques années de vie dans cette fascinante capitale intellectuelle de la Nouvelle Angleterre qu'est Boston et la fréquentation continue de penseurs politiques significatifs pour notre sujet m'amènent à proposer ici quelques pistes.

Aristote nous a appris dans sa Politique les différences essentielles entre les «bons» et les «mauvais» régimes politiques. Les premiers sont orientés vers la poursuite du bien commun et exigent l'existence préalable d'un État de droit respectueux des lois. Les seconds visent, eux, le bien de certaines catégories de particuliers dans l'État et n'ont d'autre règle que la volonté arbitraire du pouvoir.

Mais le meilleur des régimes porte en lui, selon Aristote, la tentation de se laisser aller et de se transformer en son exact contraire, son «double pervers»² selon l'heureuse expression de François Châtelet. L'histoire nous fait voir que nombre de monarchies pondérées sont devenues avec le passage du temps d'implacables tyrannies.

Le meilleur des régimes porte en lui la tentation de se transformer en son son «double pervers»

Si l'Union Américaine de 1835 est indéniablement un État de droit orienté vers la recherche du bien commun, il n'en va pas de même, dans une perspective aristotélicienne, des États-Unis d'aujourd'hui. Derrière la façade de leurs institutions démocratiques, ceux-ci présentent de plus en plus les traits de cette «ploutocratie» dont le but essentiel est de détourner vers une petite minorité des citoyens la plus large part de la richesse de la Nation. De nombreux économistes contemporains témoignent de cette transformation des États-Unis, dont le prix Nobel d'économie Joseph E. Stiglitz, dans son livre paru en 2011 en français sous le titre *Le triomphe de la cupidité*. Selon son éditeur, Stiglitz y décrit «une crise mondiale» dont les États-Unis sont au cœur : «Le marché roi, l'obsession du court terme, les déréglementations, la libre circulation des capitaux en sont les principaux responsables. Mais les causes fondamentales du désastre ne sont pas, aux yeux de Stiglitz, exclusivement financières et ses répercussions économiques ne peuvent dissimuler qu'il s'agit en vérité de la faillite d'un système conjugué à une crise morale.»

La décision de la Cour suprême qui favorise la «ploutocratie» est incompatible avec les principes d'une vraie démocratie

Les juges de la Cour suprême des États-Unis ont eux-mêmes contribué au développement de la

2 - «On peut ici donner seulement quelques indications sur les jugements du philosophe, tant sont nuancées et sujettes à restriction les argumentations qui les ponctuent. Soit la monarchie. Le précepteur d'Alexandre, fidèle à la famille des rois de Macédoine, ne peut nier qu'elle puisse être un bon régime. Mais, pour qu'il en soit ainsi, il faut bien des conditions. Entre autres, celle-ci qui se réalise rarement, qu'un peuple ait une capacité naturelle à engendrer une famille vertueuse et d'une valeur incontestée. Sinon la tyrannie menace. En vérité, chaque espèce de régime est guettée par son double pervers qui détruit la prééminence des lois et la nature politique du commandement : la monarchie par la tyrannie, mais aussi l'oligarchie par le pouvoir bientôt sans contrôle d'un groupe d'hommes riches ou dont les familles furent jadis valeureuses, la démocratie par le règne d'une masse désordonnée et capricieuse dont l'objectif est de spolier ceux qui possèdent quelque bien.» François CHÂTELET, *Dictionnaire des œuvres politiques*, PUF, Quadrige, 2001, p. 31.

«ploutocratie» américaine dans le jugement qu'ils ont rendu en 2010 dans la cause «Citizens United versus Federal Election Commission». Selon les termes du jugement pour les postes de niveau fédéral, «Corporations could also spend unlimited money during elections». En conséquence, les compagnies, les sociétés, les personnes morales se voient confirmer le droit de dépenser sans compter dans les élections fédérales. Cette décision de la Haute Cour est incompatible avec les principes d'une véritable démocratie. Car les coûts des campagnes électorales s'élevant aux États-Unis à des milliards de dollars, il en résulte que le grand capital peut prendre un poids démesuré dans le choix de ceux qui se voient confier l'exercice du pouvoir dans la société américaine.

On voit en même temps comment un homme d'affaires tel que Donald Trump, qui se réclame lui-même d'une fortune de 10 milliard de dollars, a *ipso facto* un poids éléphantinesque dès qu'il entre sur la scène politique. Son poids y est encore accru par les décisions prises par l'*establishment* du Parti Républicain qui, depuis près de dix ans, a laissé se développer ses franges les plus extrémistes, les plus bruyantes, le Tea Party et les fondamentalistes religieux chargés d'embarrasser par tous les moyens possible le Parti Démocrate. Ce sont ces gens-là qui aujourd'hui accueillent avec la plus tonitruante ferveur Donald Trump dans leur parti, au grand dam de son *establishment* qui se révèle incapable maintenant de contrôler le monstre qu'il a lui-même en partie créé.

La campagne électorale est encore jeune au États-Unis. Elle est appelée d'ici novembre à connaître bien d'autres péripéties. Nul ne peut aujourd'hui prédire le résultat des élections de novembre avec assurance.

Dans le camp démocrate, Hillary Clinton est en avance sur son seul adversaire, le sénateur «socialiste» Bernie Sanders dont les vues contestataires à l'endroit du système américain actuel séduisent les jeunes américains qui, de plus en plus fort, expriment leur ras-le-bol de la «ploutocratie» dominante.

Hillary Clinton est une femme d'expérience, de mesure ; elle a fait montre jusqu'ici de beaucoup de résilience, de sobriété, de ténacité. Aux côtés de son mari pendant les huit années de sa présidence, elle a ensuite développé une carrière politique personnelle où elle a exercé de très hautes fonctions à titre de sénatrice de l'un des plus grands États (New-York) et de Secrétaire d'État (le ministre des affaires étrangères des États-Unis). Ses états de service et sa riche personnalité en font incontestablement aux yeux des spécialistes de la politique américaine un choix de loin préférable à Donald Trump.

Cependant, j'ajouterais un important bémol. Si elle devenait la première femme présidente des États-Unis, elle serait loin d'être entièrement libre de ses actions car, dans ce cas aussi, ce sont des «ploutocrates» qui ont rempli sa riche caisse électorale...

Le Parti Républicain se révèle incapable de contrôler Trump, le monstre qu'il a lui-même créé

Hillary Clinton est loin d'être libre de ses actions à cause de ses liens avec les «ploutocrates»

Seul, en fait, le sénateur Bernie Sanders paraît être dans le jeu politique américain d'aujourd'hui un intervenant qui n'a de dette sérieuse qu'envers ses électeurs. Mais sa candidature pose d'autres problèmes dont nous aurons tout le temps de nous entretenir (même de vive voix) d'ici novembre.

En terminant, permettez-moi un dernier mot pour remercier Aline Lizotte qui m'a suggéré d'entreprendre ce dialogue avec les membres de l'AFCP. Ma reconnaissance va aussi à Guy Lachapelle, professeur à l'université Concordia de Montréal (et secrétaire général de l'Association internationale de sciences politiques qui regroupe 4000 politologues), à qui je dois de connaître les termes de la décision de la Cour suprême des États-Unis dans la cause «Citizens United versus Federal Election Commission».

Jacques Vallée

Retrouvez cet article sur notre [site](#)